



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de santé des armées
Direction des approvisionnements en produits de santé des
armées
Plateforme achats finances santé**

**BUREAU ACHATS
SECTION PRODUITS DE SANTE - LABORATOIRE**

SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE (SAD)

(Articles R2162-37 à R2162-51 du code de la commande publique)

**Procédure de passation : APPEL D'OFFRES RESTREINT
(Articles R2161-6 à R2161-11 du code de la commande publique)**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

N° 22ALR2256/PFAF-S/ACHATS/PSL du 29 décembre 2021

Relatif à

**La fourniture de vaccins, médicaments et produits de parapharmacie à visée
opérationnelle au profit du service de santé des armées (SAD MEDOP 2022)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – LEXIQUE	3
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES	3
2.1 PRESENTATION.....	3
2.2 OBJET ET CATEGORIES	3
2.3 DUREE DE LA VALIDITE	5
2.4 PIECES CONSTITUTIVES DU SAD	5
2.5 REPRESENTATION DU TITULAIRE.....	5
2.6 OBLIGATION DE DISCRETION – MESURES DE SECURITE	5
2.7 OBLIGATION D’INFORMATION.....	5
ARTICLE 3 – CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
ARTICLE 4 – CLAUSE SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE	6
4.1 OBJET	6
4.2 MISE EN ŒUVRE	6
ARTICLE 5 – MODALITES DE REMISE EN CONCURRENCE POUR L’ATTRIBUTION DES MARCHES SPECIFIQUES.....	7
5.1 CONDITIONS GENERALES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES	7
5.2 FORME DES MARCHES SPECIFIQUES.....	7
5.3 DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES.....	7
5.4 SOUMISSION AUX MARCHES SPECIFIQUES.....	7
ARTICLE 6 – CENTRALE D’ACHAT	7
6.1 FONCTIONNEMENT DE LA MISE A DISPOSITION	8
6.2 DUREE DE LA MISE A DISPOSITION	8
ARTICLE 7 – EXCLUSION D’UN CANDIDAT ET RESILIATION DU MARCHE	8
7.1 EXCLUSION D’UN CANDIDAT ADMIS	8
7.2 RESILIATION POUR FAUTE	9
7.3 RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL	9
ARTICLE 8 – RÈGLEMENT DES LITIGES	9
8.1 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES ET DIFFERENDS	9
8.2 RECOURS ADMINISTRATIF	10
8.3 RECOURS CONTENTIEUX.....	10
ARTICLE 9 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	10

ARTICLE 1 – LEXIQUE

Les définitions indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

« **Système d'acquisition dynamique** » ou « **SAD** » : processus entièrement électronique de passation de marché public, par lequel le pouvoir d'adjudicateur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés à l'un des opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

« **Marché spécifique** » : marché passé dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique qui fait l'objet d'une mise en concurrence entre les opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

« **Catégorie** » : le système d'acquisition dynamique est subdivisé en catégories, qui peuvent être des catégories de fournitures, de services ou de travaux. Elles sont définies sur la base des caractéristiques du marché spécifique à exécuter dans le cadre de la catégorie concernée.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Présentation

Pour la présente consultation, l'acheteur décide de mettre en œuvre un processus de système d'acquisition dynamique (SAD) pour la fourniture de vaccins, médicaments et produits de parapharmacie à visée opérationnelle au profit du service de santé des armées (Articles R2162-37 à R2162-51 du code de la commande publique).

Le système d'acquisition dynamique donne lieu à la conclusion de marchés spécifiques. Les prestations peuvent porter sur de l'acquisition de fourniture de vaccins, médicaments ou produits de parapharmacie.

Le SAD est ouvert pendant toute sa période de validité à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection. Pour assurer l'égalité de traitement et permettre à tout opérateur économique intéressé de participer au SAD, l'acheteur offre, par voie électronique, un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation tout au long de sa durée de validité. (Article R2162-41 du code de la commande publique).

2.2 Objet et catégories du SAD

Le présent système d'acquisition dynamique a pour objet la fourniture de vaccins, médicaments et produits de parapharmacie à visée opérationnelle au profit du service de santé des armées.

Le système d'acquisition dynamique est subdivisé en catégories ci-dessous définies. Une liste non exhaustive des besoins est également décrite ci-dessous.

Catégorie 1 : Fourniture de vaccins à visée opérationnelle

Liste non exhaustive des besoins à couvrir par cette catégorie :

- Vaccin contre l'hépatite A
- Vaccin contre l'hépatite A et B
- Vaccin contre l'hépatite B
- Vaccin contre la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite et la coqueluche
- Vaccin contre la fièvre typhoïde
- Vaccin contre la grippe saisonnière
- Vaccin contre la rage

- Vaccin contre la rougeole, la rubéole et les oreillons
- Vaccin contre la varicelle
- Vaccin contre le cholera
- Vaccin contre le virus de l'encéphalite à tiques
- Vaccin tétravalent méningococcique

Catégorie 2 : Fourniture de médicaments à visée opérationnelle

Liste non exhaustive des besoins à couvrir par cette catégorie :

- A01AD – Gel buccal et gingival dans le traitement local des lésions inflammatoires
- A02AH – Antiacide avec bicarbonate de sodium
- A07BA – Préparation à base de charbon actif
- A07DA03 – Lopéramide 2mg forme oro-dispersible ou lyophilisat
- A11CA01 – Rétinol (vitamine A) en forme orale
- A11DB – Vitamine B1 en association à la vitamine B6
- A11GA01 – Acide ascorbique (vitamine C) 500mg forme orale sèche
- B02BA01 – Vitamine K1
- B05XA02 – Bicarbonate de sodium injectable ampoule
- C01BD01 – Amiodarone, forme orale
- C01CA24 – Adrenaline injectable ampoule
- C04AD03 – Pentoxifylline LP 400 mg forme orale sèche
- C05A – Agents contre les hémorroïdes et les fissures anales à usage topique
- C05CA – Veinotonique dans le traitement des crises hémorroïdaires en comprimé ou gélule ou capsule
- D03AX12 – Cicatrisant à base de Trolamine
- D06BB03 – Aciclovir à usage topique
- D08AC52 – Chlorhexidine en association (indication : antisepsie de la peau et des muqueuses)
- D10AD – Tretinoïne 0.05% anti acnéique à usage topique
- D11AF – Verrucide et coricide a usage topique, kératolytique fortement dosé en acide salicylique
- G01AA51 – Nystatine en association, traitement local en gynécologie
- J04AB02 – Rifampicine en forme orale
- M02A – Topiques pour douleurs articulaire et musculaire
- M03BX05 – Thiocolchicoside en forme injectable et orale
- N02AA01 – Morphine tout dosage solution injectable ampoule
- N02BA01 – Acide acétylsalicylique 500mg comprimé
- P01BA01 – Chloroquine sirop
- R01AX30 – Pommade nasale pour épistaxis
- R01BA52 – Décongestionnant orl à base de pseudo éphédrine en association forme orale sèche
- R02AA – Antiseptique en stomatologie, forme collutoire
- R03AC02 – Salbutamol 0,5mg/1mL injectable SC
- R05 – Médicament du rhume et de la toux mucolytique
- S01FA – Collyre anticholinergique
- V07AB – Eau PPI poche 100 mL

Catégorie 3 : Fourniture de produits de parapharmacie à visée opérationnelle

Liste non exhaustive des besoins à couvrir par cette catégorie :

- Antisolaires indice > 50 SPF
- Comprimé de sulfate de zinc, usage pédiatrique
- Crayon nitrate d'argent
- Gel hygiène intime
- Huile de vaseline en ampoule

- Insectifuge à usage corporel
- Laits 1^{er} âge et 2^{ème} âge : classique et anallergique
- Laits thérapeutiques pour le traitement de la malnutrition aigüe sévère
- Petits pots pour bébé : à base de légumes, de viande, de fruits ...
- Préparations pour solution de réhydratation orale : pour personnes souffrant de malnutrition aigue sévère
- Stick à lèvres
- Traitement anti-poux en lotion

2.3 Durée de la validité

La durée du système d'acquisition dynamique court à compter de la date à laquelle le premier opérateur économique est informé de son admission quelle que soit la catégorie.

Le système d'acquisition dynamique est conclu pour une durée de 96 mois fermes.

Le SAD ne fait l'objet d'aucune reconduction.

2.4 Pièces constitutives du SAD

Le système d'acquisition dynamique est constitué des éléments énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- Le présent cahier des clauses particulières et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fourniture Courantes et de Services (CCAG-FCS) ;
- Les certificats administratifs et avenants, postérieurs à la notification du SAD.

2.5 Représentation du titulaire

Le titulaire du SAD désigne un ou plusieurs interlocuteurs habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du SAD.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans la candidature du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du SAD.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

2.6 Obligation de discrétion – mesures de sécurité

Les dispositions des articles 5.1 et 5.3 du CCAG/FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

2.7 Obligation d'information

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, de tout changement survenu dans son organisation, sa chaîne d'approvisionnement ou sa stratégie industrielle susceptible d'affecter le respect de ses obligations contractuelles ainsi que toute modification des prix réglementés.

Le titulaire s'engage à fournir les numéros d'espèce tarifaire de ses produits (le code douanier conforme au code de nomenclature douanière appelé système harmonisé (code SH), composé de 12 caractères numériques et d'une clé alphabétique).

Lorsque les produits relèvent du règlement européen n°1907 « REACH » du 18 décembre 2006, le titulaire s'engage également à fournir les fiches de données de sécurité des produits du marché ; il les met à jour en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire viendrait à cesser son activité, la personne publique se fera remettre tous les documents.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les modalités relatives à l'examen des candidatures sont décrites dans le règlement de consultation.

Les opérateurs économiques intéressés peuvent transmettre un dossier de candidature à tout moment.

ARTICLE 4 – CLAUSE SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE

4.1 Objet

La clause du militaire blessé a pour objet de proposer un stage découverte, de préférence sur le territoire national, à un militaire blessé identifié par Défense Mobilité, en charge de la reconversion des militaires.

Le contenu du stage est décrit dans la fiche de stage fournie par le titulaire lors de la remise de sa candidature (Annexe 2). Cette réponse reste hypothétique, une modification de cette fiche de stage pouvant être réalisée au cours de la période de validité du SAD.

Le volume horaire minimal exigé est d'un mois de stage (date à date), à réaliser au profit d'un blessé, au minimum, pendant la durée de validité du SAD.

Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stages.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire, de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

4.2 Mise en œuvre

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire, dès qu'un ou plusieurs profils de blessés sont proposés par Défense Mobilité. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la fiche de stage qui a une fonction de dialogue, peut être ajustée selon le ou les profils proposés par Défense Mobilité, et la convention de stage est renseignée et signée.

Conformément à cette dernière, le référent entreprise accueille le stagiaire dans ses locaux, en immersion complète ou sur le lieu d'exécution des prestations définies lors de la réunion. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le suivi du bon déroulement du stage est réalisé par Défense Mobilité, qui s'assure du respect du contenu du stage tel que décrit dans la convention de stage.

ARTICLE 5 – MODALITES DE REMISE EN CONCURRENCE POUR L'ATTRIBUTION DES MARCHES SPECIFIQUES

5.1 Conditions générales de passation des marchés spécifiques

Lors de la survenance d'un besoin exprimé par l'administration, une procédure de remise en concurrence des opérateurs admis dans le système est organisée conformément aux dispositions des articles R.2162-49 à R.2162-51 du code de la commande publique.

5.2 Forme des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques (MS) seront à bons de commande.

5.3 Durée des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques (MS) ne pourront être conclus que pendant la durée de validité du système d'acquisition dynamique. Ils pourront donc être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du SAD, toutefois leur durée d'exécution ne pourra être supérieure à douze mois après le terme du SAD.

Des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché spécifique sur le fondement duquel il est émis sans toutefois que leur exécution ne puisse excéder six mois suivant la fin du marché spécifique.

5.4 Soumission aux marchés spécifiques

L'acheteur invite simultanément tous les candidats admis pour la catégorie correspondant au marché spécifique concerné.

L'invitation comprend au minimum :

- Les références de l'avis d'appel à la concurrence du SAD publié ;
- La date limite de réception des offres (*), l'adresse à laquelle les offres doivent être remises ;
- La durée du marché spécifique ;
- Le CCP ou un CCAP et un CCTP ;
- La liste des documents à fournir ;
- Acte d'engagement ;
- Bordereau des prix unitaires.
- La définition et la pondération des critères d'attribution du marché spécifique ;
- L'adresse du profil acheteur sur lequel les documents de la consultation sont mis à disposition des candidats ;
- Le délai de validité de l'offre.

(*) Le délai de remise des offres pour un marché spécifique est au minimum de 10 jours à compter de l'envoi de l'invitation à soumissionner.

ARTICLE 6 – CENTRALE D'ACHAT

Dans le cadre du présent marché public, la DAPSA intervient en tant que centrale d'achat en vertu des articles L.2113-2 à L.2113-5 et R.2162-39 du code de la commande publique, et de l'arrêté du 19 février 2008 modifié (NOR : DEFK 1605782A) fixant ses attributions, son

organisation et son fonctionnement lui permettant de mettre à disposition les marchés qu'elle conclut.

Les organismes signataires d'une convention de mise à disposition se sont engagées auprès de la centrale d'achat DAPSA à accorder l'exclusivité de leurs commandes au Titulaire. Il se verront mettre à disposition les fournitures pour lesquelles ils ont exprimé un besoin.

En outre, les marchés pourront être mis à disposition de tout organisme qui en fera la demande sous réserve qu'il satisfasse aux deux conditions suivantes :

- Etre un pouvoir adjudicateur au sens de la directive européenne ;
- Signer une convention de mise à disposition avec la DAPSA.

6.1 Fonctionnement de la mise à disposition

La mise à disposition s'effectue au moyen de la signature d'une convention de mise à disposition entre la DAPSA et le Bénéficiaire.

Une annexe à cette convention ayant pour objet de détailler les informations relatives au Bénéficiaire nécessaires à l'exécution du présent marché, et d'informer le Titulaire de la mise à disposition du marché au Bénéficiaire sera notifiée par la DAPSA au Titulaire par courriel.

Dès la réception de l'annexe à la convention de mise à disposition, le Titulaire prend contact avec le Bénéficiaire afin de déterminer les modalités pratiques d'exécution du marché. Ainsi, les modalités de commande et la facturation des fournitures commandées par le(s) Bénéficiaires(s) s'effectueront conformément aux dispositions mentionnées dans cette annexe.

Le Titulaire et le Bénéficiaire sont tenus de respecter les stipulations du présent marché.

La mise à disposition du marché nécessite l'accord préalable du Titulaire. Après acceptation du Titulaire, ce dernier est tenu d'exécuter les prestations commandées par le Bénéficiaire.

En cas de non-exécution d'une mise à disposition acceptée par le Titulaire, la DAPSA se réserve le droit de résilier le marché pour faute du Titulaire. Par ailleurs, le Titulaire devra motiver auprès de la DAPSA, toute demande de délai supplémentaire en cas d'impossibilité de respecter, à l'égard du Bénéficiaire, les délais prévus au marché.

6.2 Durée de la mise à disposition

La mise à disposition du marché débute à compter de la réception par le Titulaire de l'annexe à la convention de mise à disposition.

Dans l'hypothèse d'une fin de mise à disposition avant le terme du marché, la centrale d'achat DAPSA en informe le Titulaire.

Si le marché conclu entre la DAPSA et le Titulaire est résilié, la mise à disposition du marché prend fin à compter de la date d'entrée en vigueur de la résiliation

ARTICLE 7 – EXCLUSION D'UN CANDIDAT ET RESILIATION DU MARCHE

7.1 Exclusion d'un candidat admis

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer sans indemnité, l'exclusion à l'égard de tout candidat admis dans le SAD. Cette décision d'exclusion ne peut intervenir qu'après que les opérateurs en aient été informés et invités à présenter leurs observations dans un délai de 15 jours dès

réception de la décision d'exclusion. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. Cette exclusion peut intervenir pour un candidat :

- En cas d'absence de réponses du candidat suite à 3 invitations à remettre une offre malgré ses capacités techniques apparentes ;
- Dont le marché spécifique, en tant que titulaire, a été résilié pour faute par le pouvoir adjudicateur.

7.2 Résiliation pour faute

En cas de manquement par le titulaire à l'une de ses obligations contractuelles, le marché pourra être résilié à ses torts. La décision du pouvoir adjudicateur mentionnera la date d'effet de cette résiliation.

7.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, tels que la protection des intérêts financiers de l'Etat, les éventuelles restructurations ou réorganisation des services notamment mais pas exclusivement, aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire.

ARTICLE 8 – RÈGLEMENT DES LITIGES

8.1 Règlement amiable des litiges et différends

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché peut être soumis par le titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Un mémoire en réclamation doit être envoyé par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours à compter du jour où le différend est apparu, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception. Ce mémoire expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées et leur justification. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le titulaire de l'accord-cadre adressera sa demande au correspondant PME-PMI. (Tél. : 02 34 08 54 01 – Fax : 02 38 60 73 39 – Courriel : pafs-pme-pmi.contact.fct@intradef.gouv.fr)

A défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, le titulaire peut saisir la mission ministérielle PME : missionministerielle.pme@defense.gouv.fr

Hors cette médiation interne au ministère des armées, le titulaire ou l'Administration peut demander à ce que les litiges et les différends nés à l'occasion de l'exécution d'un marché soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable compétent. Le médiateur interne au ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Le comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent a lui pour mission de rechercher les éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

8.2 Recours administratif

Sans préjudice des dispositions de l'article 6.2 du présent CCP et de l'article 46 du CCAG/FCS, le titulaire pourra adresser à l'Administration un recours gracieux, lequel interrompt le délai de recours contentieux.

Le recours gracieux est adressé au représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur Le Directeur des approvisionnements en produits de santé des armées (DAPSA)
TSA 20003
45404 FLEURY LES AUBRAIS Cedex

8.3 Recours contentieux

En cas d'élévation du contentieux, le tribunal administratif d'Orléans est seul compétent.

Tribunal administratif d'Orléans
28, rue de la Bretonnerie
45057 Orléans Cedex 1
Téléphone : 02 38 77 59 00
Télécopie : 02 38 53 85 16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 9 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 7.3 « Résiliation pour motif d'intérêt général » déroge à l'article 42 du CCAG-FCS en stipulant qu'en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, aucune indemnité ne pourra être demandée par le titulaire.